

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VENATOR Pigments France

203, route de Wervicq
BP 50017
59559 Comines

Références : inspection du 12/10/2023
Code AIOT : 0007000987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement VENATOR Pigments France implanté 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée alors que le site est à l'arrêt depuis le 3 août suite à un problème technique sur les installations de désulfuration des rejets air détecté lors des essais de redémarrage fin août.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR Pigments France
- 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines
- Code AIOT : 0007000987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'établissement Venator Pigments France de Comines fabrique des pigments inorganiques, principalement le bleu outremer. La coloration des matières plastiques est la principale utilisation des pigments qui sont également employés dans l'industrie cosmétique, ainsi que pour la production de revêtements de surfaces.

L'établissement emploie 115 personnes.

L'usine est implantée à l'Est de la commune de Comines, sur un terrain de 5,3 ha classé en zone UF. La commune de Wervik (Belgique) est dans un rayon de 3 km autour du site.

L'environnement proche du site est constitué par :

- au nord du site, la Lys, frontière naturelle entre la France et la Belgique ;
- au nord-est du site, le parc de Balokken (Wervik-Belgique), îlot de 36 hectares entre deux bras de la Lys ;
- à l'est et à l'ouest du site, des activités industrielles ; au sud du site, des habitations et des champs.

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement Venator Pigments France de Comines est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 26/11/2008. La liste des installations autorisées sur le site de Comines a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2018.

L'établissement est assujetti à la directive IED 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Parmi les rubriques « 3000 » qui concernent les installations ou équipements visés à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3420-e (fabrication en quantité industrielle de pigments inorganiques) avec une capacité maximale de fabrication de 7 650 t/an de bleu outremer et dérivés).

Le bleu outremer s'obtient à partir d'un mélange de kaolin, de soufre et de carbonate de soude qui subissent des transformations physico-chimiques dans des fours de calcination. Les briques de bleu outremer brut sont ensuite concassées à la sortie du four, puis mises en suspension dans l'eau chaude avec de la soude avant de subir un traitement : épuration, broyage et classification granulométrique en phase humide (centrifugeuses avec dépoussiéreurs) puis séchage.

Les fumées des fours de calcination sont traitées par l'unité de désulfuration SULFOX. En fin de circuit de traitement, les gaz épurés sont rejetés à l'atmosphère à la cheminée en briques (hauteur 85 m).

Le principe de la désulfuration est le traitement par oxydation catalytique des effluents gazeux. L'installation de désulfuration comporte 3 brûleurs :

- le brûleur à l'entrée (H200) qui réchauffe les gaz des carneaux
- le brûleur avant le réacteur d'oxydation (H406) qui garantit la température minimale nécessaire à la réaction d'oxydation catalytique
- le brûleur avant la cheminée (H700) qui garantit un point de rosée assez haut pour les gaz épurés en sortie.

Les émissions sont captées et traitées pendant toute la durée du process de calcination (le cycle complet de production d'un four dure près de 3 semaines, avec une descente progressive de la température brûleurs éteints). En cas de panne du SULFOX, les gaz de calcination sont directement rejetés à la grande cheminée (conduit n°1).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consommation d'eau (sécheresse)
- rejets de polluants aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	VLE des eaux résiduaires après épuration (effluent n°3)	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	24 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 15/05/2023, article Annexe 1	/	Sans objet
3	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.1.3	/	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.2.3	/	Sans objet
6	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.2.4.2	/	Sans objet
7	Identification des	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	effluents	du 26/11/2008, article 4.3.1		
8	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.5	/	Sans objet
9	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.7	/	Sans objet
11	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 26/11/2008, article 9.2.2	/	Sans objet
12	Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets	AP Complémentaire du 26/11/2008, article 9.2.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements récurrents sont constatés sur les paramètres azote et phosphore dans les rejets eau du site qui se font dans la Lys. Ces dépassements semblent associés à une production particulière, à savoir le violet de manganèse.

A l'issue de cette inspection, un arrêté de mise en demeure est proposé au préfet. Il convient en effet que l'exploitant remédie à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'eau utilisée dans l'établissement provient : - du réseau d'eau public de la ville de COMINES ; - du prélèvement dans le cours d'eau la LYS ; [...]
Les consommations maximales annuelles et journalières sont les suivantes : Réseau public : 12 000 m ³ /an et 70 m ³ /j Milieu de surface (rivière) : 288 960 m ³ /an et 825 m ³ /j

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel du réseau.

Les besoins en eau de l'installation de fabrication de pigments doivent être réduits au maximum. La quantité d'eau intervenant dans la fabrication devra dans tous les cas être inférieure à 50 m³/t de matières colorantes produites.

Constats :

S'agissant des prélèvements en eau :

En 2022 :

- 5 049 m³ prélevés au réseau ;
- 154 780 m³ prélevés dans la Lys (source GEREP). Vu la confirmation sur le registre informatique de l'exploitant (relevé des index du compteur): 198 075 au 01/01/2022 et 352 855 au 31/12. Sur 2023, les index compteur relevés sont les suivants : 352 855 au 01/01/2023 et 444 426 au 03/08 soit 91 571 m³ sur 8 mois.

Pas de dépassement de la limite de 825 m³/j de la consommation journalière (contrôle par sondage du registre informatisé de l'exploitant).

À noter que l'arrêt technique de l'usine qui a débuté le 3 août se prolonge suite à un problème technique au niveau de l'installation de désulfuration (intervention nécessitant le remplacement d'un échangeur). Au jour de l'inspection, les installations étaient toujours à l'arrêt et le prélèvement dans la Lys est arrêté. L'eau du réseau de ville est réservée en priorité aux usages sanitaires. Elle peut aussi servir d'appoint lorsque le prélèvement dans la Lys n'est pas possible ou insuffisant. Notamment l'envasement du bras mort dans la Lys au niveau du point de prélèvement en 2020/2021 a conduit à compenser les besoins par utilisation de l'eau de ville. Les travaux réalisés en 2021 ont permis de rétablir la situation.

La consommation d'eau de ville a atteint 12 224 m³ en 2018, 9 802 en 2019, 13 800 en 2020, 16 800 en 2021, 5 000 en 2022 et 7 363 pour début 2023 (fin 2nd trimestre). La consommation d'eau de ville au 3^e trimestre 2023 n'était pas connue de l'exploitant au jour de l'inspection.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a fait part à l'inspection d'une défaillance au niveau de son compteur d'eau de ville. Les consommations d'eau de ville du 3^e trimestre ne sont donc pas connues.

Les relevés sont faits par le gestionnaire de réseau (Iléo). La production a atteint 6 500 t en 2022. Le ratio de consommation d'eau est donc de 24,4 m³/t de produit, inférieur aux 50 m³/t imposés dans l'arrêté préfectoral.

Le plan de masse indice C du 04/07/2018 transmis postérieurement à l'inspection fait apparaître la présence d'un puits non loin du bâtiment "stockage figaredo". L'utilisation de ce puits doit être explicitée.

Observations :

Il est rappelé à l'exploitant de privilégier l'utilisation de l'eau de la Lys pour son usage industriel plutôt que l'eau du réseau d'adduction d'eau potable.

Il est demandé à l'exploitant de procéder très rapidement à la réparation de son compteur d'eau et d'en informer le préfet et l'inspection.

L'exploitant indiquera quelle est l'utilisation du puits figurant sur le plan de masse. S'il n'est plus utilisé, l'exploitant indiquera les mesures prises pour éviter toute contamination de la nappe par

des écoulements de surface.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2023, article Annexe 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions applicables aux activités industrielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vigilance renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les activités artisanales, commerciales industrielles doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. - Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions seront prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires. - Les activités soumises à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) doivent respecter les mesures contenues dans leurs arrêtés d'autorisation ou arrêtés complémentaires fixant des mesures spécifiques relatives aux prélèvements dans les eaux de surface ou les eaux souterraines ou pour économiser l'eau en relation à l'impact de leurs rejets d'eaux résiduaires sur le milieu naturel. - Si l'établissement a établi un « plan d'action sécheresse » validé, mise en place des mesures de ce plan concernant le seuil concerné. - À défaut de dispositions spécifiques contenues dans leurs arrêtés d'autorisation et sauf dérogation spécifique accordée par le préfet, les ICPE autorisées à prélever plus de 1000 m³/jour dans les eaux de surface ou plus de 80 m³/heure dans les eaux souterraines réduisent de 5 % le volume moyen journalier prélevé de la quinzaine représentative de l'activité de l'établissement précédant la prise du 1er arrêté sécheresse pour l'épisode de sécheresse en cours. <p>Les exploitants des installations classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ICPE soumises à autorisation au titre de la nomenclature ICPE voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d'eau potable réduite de 5 %, sauf dérogation spécifique accordée par le préfet. <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ces réductions de consommation peuvent se faire, notamment, par : <p>Le suivi des consommations par atelier, et le relevé au minimum une fois par semaine ou mieux chaque jour pour les postes importants ;</p> <p>La recherche des fuites et leur réparation, la formation et la mobilisation des personnels concernés et des contrôles suivis ;</p> <p>L'étude des modifications de procédés de fabrication permettant d'économiser l'eau de façon pérenne.</p> <p>La réduction des prélèvements journaliers est appliquée, sur la base du volume moyen journalier du même mois de l'année n-1 ou en cas de sécheresse répétitive, de la dernière année sans mesures de restriction. Les entreprises tiennent un registre de prélèvements, a minima, le lendemain du passage au seuil de vigilance renforcée, puis les 1er et 15 de chaque mois jusqu'à la fin de la période de restriction indiquant les index des compteurs. Ce registre est tenu à la disposition des inspecteurs de l'environnement.</p>
Constats :

<p>La surveillance des rejets (respects des valeurs limites de rejet) est traitée dans les points de contrôle suivants.</p> <p>La commune de Comines est située dans le bassin Marque et Deûle. L'arrêté préfectoral du 28/07/2023 a placé ce bassin en vigilance renforcée. Cette vigilance renforcée a été levée par l'arrêté préfectoral du 29/09/2023, plaçant ce bassin en vigilance.</p> <p>L'exploitant n'est pas concerné par la mesure de réduction de prélèvement dans la Lys, sa consommation journalière étant inférieure à 1 000 m³/j (cf. point de contrôle précédent). L'eau de ville est utilisée en secours pour la production. Les problèmes d'envasement du point de prélèvement ont été résolus en 2021.</p> <p>L'usine étant à l'arrêt depuis le 3 août, la consommation d'eau (Lys) a été fortement réduite en 2023.</p> <p>L'exploitant est concerné par la réduction de prélèvement de 5% dans le réseau d'eau potable. La défaillance du compteur d'eau de ville depuis le printemps ne permet pas un suivi de cette consommation, en particulier en période de sécheresse lorsque la consommation d'eau doit être réduite (cf. point de contrôle précédent).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence de 6 disconnecteurs. L'exploitant indique procéder à un contrôle annuel. Vu le plan réseau de ville du 15/05/2009.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution

<p>alimentaire,...) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le plan à jour des réseaux n'a pu être mis à disposition de l'inspection au moment de la visite. Par courriel du 26 octobre, l'exploitant a transmis un plan de masse (Plan de masse révision C du 04/07/2018). L'absence de légende ne permet pas de s'assurer de la conformité de ce plan à la prescription.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un plan à jour des réseaux d'eau (eaux prélevées - Lys et réseau de ville - et eaux rejetées - STEP urbaine et Lys) en y joignant une légende.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Entretien et surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Notamment, le réseau d'égouts de l'unité de fabrication d'acide sulfurique est réalisé en matériaux résistant à l'acide.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les effluents du site (eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, eaux industrielles) hors eaux vannes sont collectés, rassemblés et envoyés pour traitement à la station d'épuration puis rejetés dans la Lys. Il n'y a plus qu'un seul point de rejet au milieu naturel. Un curage de l'ensemble des réseaux est réalisé tous les trimestres. Le dernier curage du réseau a été réalisé par la société DMA début septembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Isolement avec les milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.2.4.2</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur, l'unité de fabrication d'acide sulfurique faisant l'objet d'un isolement indépendant du reste du site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Oui, vu la possibilité d'isoler le rejet au niveau de la STEP lors de la visite terrain et de stocker les eaux dans le bassin tampon d'homogénéisation en béton en amont du système de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant est susceptible de générer les différentes catégories d'effluents suivants : Effluent n°1 : les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ; Effluent n°2 : les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement visé à l'article 7.7.7.2), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ; Effluent n°3 : les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur ; Effluent n°4 : les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.
Constats : Cette distinction n'est plus d'actualité. Seuls les effluents domestiques sont séparés des autres eaux. En effet, toutes les eaux (pluviales susceptibles ou non d'être polluées) et industrielles sont rassemblées, traitées à la STEP interne puis rejetées au milieu naturel (la Lys).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les points de rejet ont les caractéristiques suivantes : Rejet n°1 : eaux exclusivement pluviales – effluents 1 et 2 Traitement avant rejet : débourbeur déshuileur Milieu de rejet : la Lys Rejet n°2 : eaux domestiques - effluent 4

Rejet à la STEP urbaine (Comines)
Rejet n°3 : eaux résiduaires après épuration interne - effluent 3
Traitement avant rejet : station interne
Milieu de rejet : la Lys
Débit maximal : 750 m³/j
Débit moyen mensuel : 550 m³/j
Constats : Cette distinction n'est plus faite (cf. points de contrôle précédents). Les eaux sanitaires sont rejetées à la STEP communale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : <30°C pH : compris entre 6,5 et 8,5 Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l. [...]
Constats : L'examen de l'autosurveillance depuis début 2023 montre quelques dépassements isolés sur le pH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : VLE des eaux résiduaires après épuration (effluent n°3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 3 Des dépassements ponctuels du débit de rejet dans la Lys, des sulfates et les chlorures et des dépassements chroniques sur le phosphore total. Débit de référence : 750 m³/j maxi - 550 m³/j en moyenne MES : 50 mg/l en moyenne journalière - 37,5 kg/j maxi - 27,5 kg/j en moyenne DCO : 500 mg/l en moyenne journalière - 375 kg/j maxi - 206 kg/j en moyenne DBO5 : 192 mg/l en moyenne journalière - 144 kg/j maxi - 105 kg/j en moyenne

Ptotal : 50 mg/l en moyenne journalière - 37,5 kg/j maxi - 27,5 kg/j en moyenne
Nglobal : 80 mg/l en moyenne journalière - 60 kg/j maxi - 44 kg/j en moyenne
Sulfates : 8315 mg/l en moyenne journalière - 6236 kg/j maxi - 4573 kg/j en moyenne
Chlorures : 1545 mg/l en moyenne journalière - 1159 kg/j maxi - 850 kg/j en moyenne

Constats :

L'examen des résultats de l'autosurveillance montre :

Janvier à mai 2023 :

Débit de rejet : 7 dépassements avec un maximum à 928 m³ le 19/01/2023

Phosphores janvier : dépassement en concentration : 74 mg/l (mais pas en flux : 26,3 kg/j) ;

Phosphores février : dépassement en concentration : 101 mg/l et en flux : 53,8 kg/j ;

Phosphores en avril : dépassement en concentration : 142 mg/l et en flux : 55 kg/j ;

Phosphores en mai : dépassement en concentration : 71 mg/l (mais pas en flux : 34,4 kg/j) ;

Phosphores en juin : dépassement en concentration : 61 mg/l (mais pas en flux : 28,3 kg/j) ;

Phosphores en juillet : dépassement en concentration : 73 mg/l (mais pas en flux : 17 kg/j) ;

Azote janvier : dépassement en concentration : 156 mg/l (mais pas en flux 55,4 kg/j) ;

Azote février : dépassement en concentration 93 mg/l (mais pas en flux : 49,6 kg/j) ;

Azote avril : dépassement en concentration : 178 mg/l et en flux : 68 kg/j ;

Azote mai : dépassement en concentration 146 mg/l (mais pas en flux : 58 kg/j) ;

Azote juin : dépassement en concentration : 117 mg/l et en flux : 66 kg/j ;

Azote août : dépassement en concentration : 101 mg/l (mais pas en flux : 33 kg/j) ;

S'agissant du mois de septembre, l'autosurveillance indique des concentrations mais pas de flux car le débit de rejet est nul : **à expliquer.**

Chlorures : dépassement en mai en concentration (1 635 mg/l).

Dans l'interface GIDAF, l'exploitant indique que les dépassements en chlorures sont dus au traitement des MES par du chlorure ferrique. La plateforme GIDAF a été renseignée quelques jours avant l'inspection pour les mois de juin, juillet, août et septembre.

Le contrôle inopiné réalisé du 03/05 au 04/05/2023 sous l'égide de l'inspection a montré les dépassements suivants :

- DBO5 : 280 mg/l pour une valeur limite d'émissions de 192 mg/l
- NGL : 187 mg/l pour une valeur limite d'émissions de 50 mg/l
- Phosphore total : 56 mg/l pour une valeur limite d'émissions de 50 mg/l
- Sulfates : 9 140 mg/l pour une valeur limite d'émissions de 8 315 mg/l
- Chlorures : 2 310 mg/l pour une valeur limite d'émissions de 1 545 mg/l

Pour les flux rejetés, dépassements pour :

- DBO5 : 176 kg/j pour une valeur limite d'émissions de 144 kg/j,
- NGL: 118 kg/j pour une valeur limite d'émissions de 60 kg/j,
- Chlorures : 1 449 kg/j pour une valeur limite d'émissions de 1 159 kg/j.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'au moment du contrôle inopiné, l'usine produisait du violet de manganèse. Ce type de production engendre des rejets d'azote et de phosphore. En moyenne, 4 réactions par jour sont réalisées. Or, le jour du contrôle inopiné, 6 réactions ont été faites. Le regroupement habituel des effluents des lignes de production de violet de manganèse et de bleu outre-mer (procédés indépendants) conduit à une dilution de l'azote et du phosphore. La production plus élevée le jour du contrôle a réduit cette dilution.

<p>Cependant, comme indiqué plus haut, même en fonctionnement habituel et avec une dilution optimale, des dépassements récurrents sur ces deux paramètres sont constatés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'élaboration de son dossier de réexamen (directive IED - BREF chimie inorganique) était en cours. Il sera remis début 2024. Il portera sur l'analyse du positionnement du site par rapport à son arrêté préfectoral, la réglementation nationale (Arrêté ministériel du 02/02/1998) et les meilleures technologies disponibles référencées dans le BREF. L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de prendre en compte la sensibilité de l'environnement (rejet dans la Lys).</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que les résultats de l'autosurveillance doivent être saisis dès la fin de la période calendaire dans l'interface GIDAF et que les dépassements ponctuels doivent faire l'objet d'explications et lorsqu'ils sont récurrents, d'un plan d'actions pour y remédier. L'exploitant précisera ses relevés d'autosurveillance du mois de septembre : des concentrations apparaissent alors que le débit de rejet est nul.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 24 mois</p>

N° 11 : Relevé des prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2008, article 9.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Ce dispositif est relevé quotidiennement.</p> <p>Les résultats sont portés sur un registre. Ce registre, éventuellement informatisé, doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consommation d'eau prélevée dans la Lys est relevée tous les jours. Vu les relevés journaliers du registre. Ceux-ci font apparaître quelques relevés manquants notamment certains week-end. Pour la consommation d'eau de ville, cf. points de contrôle précédents.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant veillera à relever sa consommation d'eau tous les jours, y compris les week-ends et les jours fériés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2008, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres : Périodicité de la mesure

Débit : En continu

PH : En continu

Température : En continu

MeS : Journalier

DCO : Journalier

DBO5 : Hebdomadaire

Azote global : Mensuel

Phosphore : Mensuel

Phosphates : Mensuel

Chlorures : Mensuel

Sulfates : Mensuel

Fer : Mensuel

Hydrocarbures Totaux : Mensuel

Constats :

Pas de non-conformité constatée sur la fréquence d'autosurveillance en 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26/11/2008 relatives à ses
rejets de polluants dans l'eau pour son établissement de Comines**

Le préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Georges-François LECLERC ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 autorisant la société Holliday Pigments d'augmenter ses capacités de production de pigments minéraux à Comines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2023 portant délégation de signature à Mme Amélie PUCCINELLI, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Nord ;

Vu le donner acte du 27 avril 2018 concernant le changement de dénomination sociale de la société Holliday Pigments devenue Venator Pigments France ;

Vu le rapport du du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier/courriel du ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier/courriel du [REDACTED] ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du [REDACTED] ;
OU [REDACTED]

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. les installations de production de pigments sont à l'origine de rejets de polluants dans l'eau de la Lys, notamment de l'azote et du phosphore ;
2. l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 précise les valeurs limites de rejet à ne pas dépasser dans l'eau pour l'azote et le phosphore ;
3. les dépassements des valeurs limites en azote et phosphore ainsi prescrites sont récurrents malgré l'épuration interne avant rejet ;
4. il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE de se conformer aux prescriptions qui lui sont applicables.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE, exploitant une installation de production de pigments minéraux située 203, route de Wervicq – 59660 Comines est mis en demeure, dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 susvisé.

Article 2 -

Afin de vérifier le respect de l'article 1 du présent arrêté, outre le retour global à la conformité dans le délai prévu à ce même article, la SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE se conforme aux actions suivantes :

- rédaction et remise au préfet d'une étude technique visant à identifier les causes des dépassements des valeurs limites de rejets azote et phosphore : 3 mois ;
- rédaction et remise au préfet d'une étude visant à identifier les solutions techniques à mettre en œuvre pour réduire ces rejets : 6 mois ;
- mise en place de la solution technique retenue : 24 mois.

Article 3

La mise en demeure définie à l'article 1 est considérée comme respectée si après le délai fixé à ce même article, pour une période de six mois, le respect de l'article 4.3.8 est vérifié.

Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de Comines ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de Comines et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2023>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe

Amélie PUCCINELLI